

IL N'Y A PAS D'ÉGALITÉ SANS LIBERTÉ

Une fois n'est pas coutume, nous vous proposons de plonger dans le regard que portaient des philosophes sur ce principe d'égalité. J'ai choisi de vous présenter trois philosophes (Montesquieu, Rousseau et Tocqueville) qui ont vécu aux alentours des Révolutions américaine et française. Des Révolutions qui ont inauguré nos systèmes politiques actuels.

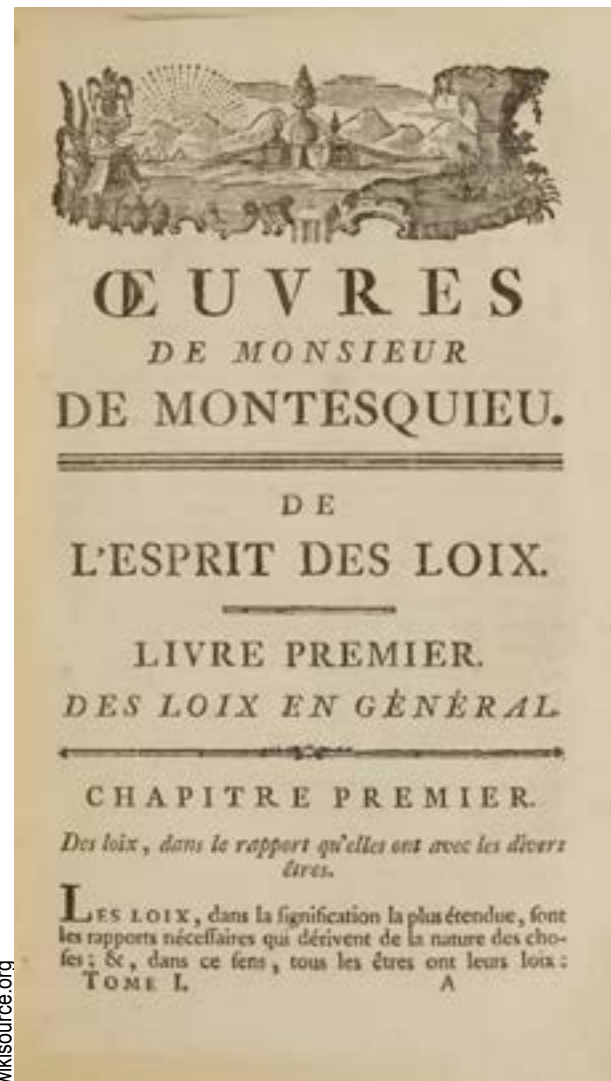
Nous allons voir que ce principe d'égalité est indubitablement lié à celui de liberté. L'un et l'autre s'influencent et se régulent. Pas de liberté sans égalité et pas d'égalité possible sans liberté. Difficile cependant de synthétiser en quelques lignes, des siècles de pensées et de tels systèmes théoriques complexes. C'est donc à partir de citations de quelques illustres philosophes que j'ai choisi d'écrire cet article. Un article qui sera inévitablement réducteur et ne pourra rendre compte de la richesse de leur pensée. Votre indulgence est donc souhaitée.

L'égalité, c'est la loi

Commençons avec Montesquieu, auteur de *L'Esprit des lois* (1748), dont la théorie a fortement influencé l'instauration de nos systèmes politiques modernes.

« *Les hommes naissent bien dans l'égalité mais ils n'y sauraient demeurer. Sitôt que les hommes sont en société, ils perdent le sentiment de leur faiblesse ; l'égalité qui est entre eux cesse, l'état de guerre commence.* » (Montesquieu, *De l'Esprit des lois*, Livre I, Ch. I)

D'après Montesquieu, les hommes naissent égaux dans l'état de nature (un moment fictif de l'histoire humaine où des philosophes décrivent ce que seraient des relations entre humains dans une société sans Etat). Cette égalité viendrait du fait que, pour Montesquieu, « *chacun s'y sent inférieur* » et fuit la compagnie des



wikisource.org

autres. Cette peur de la compagnie des autres est tout de même moins forte que la « *détermination fondamentale qui caractérise l'homme* » de vouloir vivre en société. Pour l'auteur, paradoxalement, dès que l'homme entre en société, l'état de guerre commence. Les hommes ne sont plus égaux. Ils perdent le sentiment de faiblesse qui les caractérisait dans l'état de nature et entrent en guerre contre les autres sociétaires pour asseoir leur domination.

Vaste sujet que celui de ce Contrastes. Traiter de la question de l'égalité est pourtant fondamental pour les Equipes Populaires qui se définissent comme un mouvement de citoyens pour construire l'égalité et la justice sociale ! Etre traité de manière identique, jouir des mêmes droits et être soumis aux mêmes devoirs, c'est a priori la façon dont nous concevons l'égalité. Mais est-ce suffisant pour que la justice sociale triomphe ?

Les hommes ne peuvent redevenir égaux que grâce à la loi

Autant **Montesquieu** voyait un grand danger dans les inégalités, autant il en voyait dans l'excès d'égalité. Si chacun veut être égal à tous les autres, si le peuple veut tout faire par lui-même, alors on risque d'arriver à une situation où plus personne n'aura de soumission pour personne. « *Il n'y aura plus de mœurs, plus d'amour de l'ordre, enfin plus de vertu.* »

Selon **Montesquieu**, le véritable esprit d'égalité ne doit pas signifier que tout le monde commande ni que personne ne soit commandé. L'esprit d'égalité signifie obéir et commander à ses égaux. Et c'est évidemment la loi qui va permettre de faire vivre ce principe d'égalité. Égalité qui sera combinée à la liberté. La liberté de faire tout ce que les lois permettent et non pas la liberté de faire ce qu'on veut quand on veut. C'est la loi qui détermine les limites de la liberté.

Dans son *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, **Rousseau** (1712-1778) pense aussi que l'état de nature est un état pacifique, tranquille, égalitaire. Un état que l'homme quitte pour entrer en société mais pour d'autres raisons que **Montesquieu**. D'après **Rousseau**, en effet, « *Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire « Ceci est à moi », et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur*

de la société civile ». (**Rousseau**, *Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les hommes*, 1755). L'apparition de la propriété privée va nourrir l'envie, la jalousie et la volonté de domination. Elle va pervertir l'homme. Une situation qu'il faut dépasser par un contrat social entre tous les sociétaires.

« *Si l'on recherche en quoi consiste précisément le plus grand bien de tous, qui doit être la fin de tout système de législation, on trouvera qu'il se réduit à deux objets principaux, la liberté et l'égalité. La liberté, parce que toute dépendance particulière est autant de force ôtée au corps de l'Etat ; l'égalité, parce que la liberté ne peut subsister sans elle. [...] A l'égard de l'égalité, il ne faut pas entendre par ce mot que les degrés de puissance et de richesse soient absolument les mêmes ; mais que, quant à la puissance, elle soit au-dessus de toute violence, et ne s'exerce jamais qu'en vertu du rang et des lois ; et, quant à la richesse, que nul citoyen ne soit assez opulent pour en pouvoir acheter un autre, et nul assez pauvre pour être contraint de se vendre : ce qui suppose, du côté des grands, modération de biens et de crédit, et, du côté des petits, modération d'avarice et de convoitise.* » (**Jean-Jacques Rousseau**, *Le Contrat Social*, Ch. 11)

Rousseau met en avant la souffrance morale liée à l'inégalité. Pour lui, le bonheur ne peut venir que de relations égalitaires. Dans sa vie personnelle, **Rousseau** croira expérimenter des relations d'égalité avec l'aristocratie mais il se rendra vite compte qu'il n'en est rien. Et qu'il arrive toujours un moment où on lui rappelle son rang. A la fin de sa vie, déçu par ces relations, **Rousseau** cherchera refuge dans la solitude. Celle-ci est pour **Rousseau** un soulagement. Elle lui permet d'échapper au regard réducteur des autres et lui amène le bonheur. L'égalité entre les hommes apporterait, selon **Rousseau**, le même bonheur que la solitude puisque cette égalité rendrait obsolète les tentatives des uns et des autres pour contrôler ou manipuler l'autre, pour asseoir sa domination sur lui. Les relations égalitaires amènent donc de la sérénité entre les hommes. Mais ces relations égalitaires sont tellement fragiles ! Elles ne sont possibles, pour **Rousseau**, que dans des sociétés de tailles restreintes.

Tocqueville et le péril de l'égalité

Je vous propose maintenant de nous attarder quelque peu sur la pensée d'Alexis de **Tocqueville**, philosophe français du XIX^e siècle (1805-1859).

Alexis de **Tocqueville** a rédigé l'ouvrage *De la*



Tocqueville

De la Démocratie en Amérique

Tome II



démocratie en Amérique (1840) dans lequel il développe une réflexion sur la démocratie, après des années d'observation de la société américaine post-Révolution. Il était convaincu de l'avènement de la démocratie dans le monde. D'après lui, c'est le désir d'égalité qui a dressé les hommes contre l'aristocratie et ses privilèges et qui a provoqué leur chute. Tocqueville justifie le souhait d'égalité des citoyens par la haine des privilèges. Il perçoit que l'aspiration à l'égalité est plus forte que l'aspiration à la liberté. Il écrira :

« Les peuples ont une passion ardente, insatiable, éternelle et invincible de l'égalité. Si la liberté donne de temps en temps à un certain nombre de citoyens de sublimes plaisirs, l'égalité fournit à tous une multitude de jouissances quotidiennes. »

Mais, selon lui, la passion de l'égalité a des conséquences contrastées.

« Il dépend des nations que l'égalité conduise les peuples à la servitude ou à la liberté, aux lumières ou à la barbarie, à la prospérité ou à la misère. »

En effet, il considère que l'égalité peut mener à l'avitement et la servitude, à l'aliénation de l'homme en l'immobilisant dans un bien-être, dans un confort matériel. L'égalité fournirait sécurité et tranquillité qui freineraient tout désir d'agir en collectivité. Selon lui, l'égalité risque d'encourager l'individualisme, de ne se soucier que de soi-même et de ses affaires privées. C'est ce qu'il nomme « l'apathie générale, fruit de l'individualisme ». L'individualisme qui est pour lui, la « rouille des sociétés ».

« Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde : je vois une foule innombrable

d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine ; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas. »

La place laissée à la gestion de la collectivité dans une telle situation peut, prévient Tocqueville, être rapidement occupée par un despote. Un despotisme d'autant plus dangereux qu'il apparaîtrait, selon l'auteur, sous des aspects doux et bienveillants. Le risque de ce pouvoir de cet État en apparence bienveillant est que les gens s'y soumettent et perdent tout désir de résistance.

Pour éviter les dérives possibles de l'égalité, Tocqueville va s'appuyer sur la liberté qui va venir, d'après lui, corriger les dérives de l'égalité. Ce qui lui semble fondamental, c'est de donner aux citoyens le goût de l'action collective. Pour y arriver, l'éducation morale et intellectuelle du peuple est indispensable.

Tocqueville va, entre autres, défendre un système communal, c'est-à-dire une démocratie de proximité qui donne à chacun l'occasion de mener des combats pour des affaires locales. Cette démocratie proche du citoyen va permettre de réconcilier les intérêts particuliers et l'intérêt général. Il défend également le rôle fondamental des associations. Suivant l'idée que « l'homme a besoin de s'unir pour agir », les associations sont selon lui indispensables pour éviter le risque de despotisme. « Pour que les hommes restent civilisés ou le deviennent, il faut que parmi eux l'art de s'associer se développe et se perfectionne. »

Tocqueville défend une démocratie beaucoup plus participative que représentative, une démocratie où les corps intermédiaires sont fondamentaux. Une démocratie de proximité. Où on retrouve le goût de la chose publique et le sens du commun ! Voilà des idées qui nous parlent en tant que mouvement d'éducation permanente !

En terminant cet article, je dois vous faire un aveu. Avant de me mettre à l'écriture, je ne connaissais pas la pensée de Tocqueville. Ecrire cet article m'aura sans aucun doute donné l'envie de découvrir plus en détail ce grand penseur. J'espère qu'il en sera de même pour quelques-uns d'entre vous.

Françoise Caudron